

 Direction générale du Trésor

BRÈVES SECTORIELLES

**Royaume-Uni**

Une publication du SER de Londres

Période du 16 au 26 juin 2025

# Faits marquants

Le gouvernement publie sa très attendue stratégie industrielle

Le gouvernement a publié le 23 juin sa [« stratégie industrielle moderne »](https://assets.publishing.service.gov.uk/media/68595e56db8e139f95652dc6/industrial_strategy_policy_paper.pdf) (*Modern Industrial Strategy*), qui doit devenir un document de référence dont les priorités seront déclinées dans tous les autres documents stratégiques (notamment l’*Infrastructure Strategy (*cf *infra*) et la *Trade Strategy* également publiées fin juin).

Elle se présente comme une stratégie de croissance économique, avec notamment pour objectifs de relancer l’investissement privé et de réduire les inégalités géographiques à travers le pays. Les objectifs de renforcement de la sécurité économique et de soutien à la décarbonation de l’économie y sont également présents.

Elle cible 8 secteurs de l’industrie, mais aussi des services, qui recèlent selon le gouvernement un fort potentiel de croissance : « l’industrie de pointe » (*advanced manufacturing*, notamment l’automobile et l’aéronautique) ; l’industrie pharmaceutique ; l’industrie de défense ; la filière des énergies bas-carbone ; les industries créatives ; les technologies ; les services aux entreprises et les services financiers. Chaque secteur fera à terme l’objet d’une stratégie annexe dédiée (à ce stade, seules cinq stratégies sectorielles ont été publiées). En difficulté, la sidérurgie ne fait pas partie des secteurs ciblés, malgré la situation de *British Steel* (dont le gouvernement a pris le contrôle opérationnel pour éviter la fermeture de hauts fourneaux) qui fera l’objet d’une stratégie distincte attendue dans le courant de l’été.

Les principales mesures de cette nouvelle stratégie industrielle visent à renforcer la compétitivité du R-U, notamment :

- Une baisse du prix de l’électricité à partir de 2027 pour les industriels électro-intensifs (jusqu’à 25% de réduction pour 7000 entreprises) ;

- Un dispositif clés en main pour l’installation de nouveaux sites industriels ;

- Un allègement des exigences pour obtenir un visa de travail dans les métiers en tension, accompagnée d’un investissement supplémentaire d’1,2 Md£/an à horizon 2028 dans les compétences ;

- Une simplification des règles d’urbanisme pour accélérer les projets et les connexions au réseau électrique, avec la possibilité de prioriser certains projets.

En outre, le gouvernement insiste sur la dimension partenariale de la mise en œuvre de cette stratégie avec le secteur privé, notamment à travers la création d’une nouvelle autorité publique indépendante associant les entreprises pour assurer les mises à jour et l’évaluation de la stratégie.

Le gouvernement publie sa *National Infrastructure Strategy*

Le gouvernement a publié le 19 juin la [*National Infrastructure Strategy*](https://www.gov.uk/government/publications/uk-infrastructure-a-10-year-strategy), stratégie à dix ans sur les infrastructures, qui faisait partie des promesses de campagne de l’actuel gouvernement travailliste et dont le principal objectif est d’aider le R-U à rattraper son retard en matière d’investissement dans les infrastructures.

La NIS est structurée autour de trois principes : (i) réformer les institutions et l’approche de la gestion des projets, notamment grâce à la création en avril dernier d‘une *National Infrastructure and Service Transformation Authority* (NISTA), agence qui a vocation à devenir le pôle d’excellence du gouvernement pour la conception et la mise en œuvre des politiques relatives aux infrastructures. Le gouvernement souhaite également (ii) donner de la stabilité et de la visibilité aux investisseurs, en réitérant son engagement à consacrer 725 Md£ d’investissement public aux infrastructures sur 10 ans. Il souhaite, enfin, (iii) supprimer les barrières à l’investissement et adopter une approche globale de l’aménagement du territoire, en grande partie grâce aux projets en cours de réforme des règles d’urbanisme (limitation des possibilités de recours pour les riverains et du caractère consultatif des procédures etc.)

En outre, pour soutenir l’investissement privé dans les infrastructures, le gouvernement annonce la création d’une *Housing Bank*, capitalisée à hauteur de 16 Md£ par le gouvernement sur les 10 ans de l’*Infrastructure Strategy* (4,8 Md£ annoncés lors de la *Spending Review*, 5,7 Md£ sur la période de la prochaine *Spending Review* et 11,5 Md£ de capacité de garantie). De la même manière que le *National Wealth Fund* dans d’autres secteurs, la *Housing Bank* aura pour mission de co-investir aux côtés du secteur privé dans des projets de logements sociaux et abordables. Il annonce également qu’il « étudiera » l’utilisation de dispositifs de partenariat public-privé pour le financement de certains projets (confirmant notamment que la gare HS2 de Euston serait financée par un tel mécanisme).

# Energie-climat

Le CCC a publié son rapport d’étape sur les émissions de GES

Dans son [rapport](https://www.theccc.org.uk/publication/progress-in-reducing-emissions-2025-report-to-parliament/) annuel, le *Climate Change Committee* (CCC) constate des progrès dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre entre 2023 et 2024. Depuis 1990, les émissions britanniques ont diminué de 50,4 %.

S’il estime l’objectif de neutralité carbone en 2050 toujours atteignable, un renforcement des efforts est indispensable pour respecter l’échéance de 2030. 61 % des réductions nécessaires reposent sur des plans crédibles ou partiellement crédibles, principalement dans les secteurs de l’électricité et du transport. Les 39 % restants présentent des risques élevés ou sont couverts par des plans insuffisants ou non chiffrés.

Le CCC prend en exemple le développement rapide des énergies renouvelables et des véhicules électriques pour plaider pour une transformation ambitieuse dans les autres secteurs. En effet, les baisses attendues d’ici 2030 dépendent à plus de 80 % des secteurs liés à la production d’énergie. Le CCC formule 10 recommandations, dont les principales touchent à la baisse des prix de l’énergie, au déploiement des pompes à chaleur et l’électrification de l’industrie. Le secteur aérien, le CCUS ou le développement de compétences sont également identifiés comme des leviers prioritaires pour accélérer la réduction des émissions.

Les projets Rosebank et Jackdaw réexaminés après clarification réglementaire

Le gouvernement a publié le 19 juin de [nouvelles orientations](https://assets.publishing.service.gov.uk/media/6853fa3d1203c00468ba2b15/Supplementary_guidance_-_Effects_of_Scope_3_Emissions.pdf) clarifiant les modalités de prise en compte des émissions générées par la combustion future des hydrocarbures extraits (dites *downstream* ou de *Scope 3*) dans l’étude d’impact environnementale (*Environmental Impact Assessment* (EIA)). Cette étude est nécessaire pour l’approbation de projets ayant un impact environnemental « significatif ».

Ces nouvelles lignes directrices pourraient avoir un impact décisif sur l’avenir de deux grands projets d’exploitation pétrolière et gazière en mer du Nord, actuellement arrêtés depuis l’arrêt Finch: Rosebank (porté par Equinor) et Jackdaw (porté par Shell). Par cet arrêt historique, la Cour suprême britannique en 2024 a exigé que les autorités de planification prennent en compte les émissions de Scope 3 dans leurs décisions environnementales. En janvier 2025, un tribunal écossais a donc annulé les approbations accordées à Rosebank et Jackdaw, au motif que ces projets n’avaient pas correctement évalué leur impact climatique complet.

Les décisions sur les projets Rosebank et Jackdaw seront réexaminées à la lumière de ces nouvelles règles d’ici l’automne 2025. Par ailleurs, le nouveau texte autorise la reprise du dépôt de demandes pour le développement de projets situés dans des zones déjà autorisées, une procédure qui était suspendue depuis l’arrêt Finch dans l’attente de précisions de la part du gouvernement.

**Le Royaume-Uni investit 1 Md£ dans la chaîne de valeur de l’éolien en mer**

*Great British Energy*, l’entreprise publique créée pour investir dans les énergies propres, a annoncé le 17 juin un partenariat public-privé d’1 Md£ pour développer les chaînes d’approvisionnement de l’éolien offshore (400 M£ du *Crown Estate* et 300 M£ de l’industrie de l’éolien offshore viennent s’ajouter aux 300 M£ déjà annoncés en avril par *Great British Energy*). Cette initiative vise à soutenir la fabrication de turbines, plateformes flottantes, câbles HVDC et composants de pointe, ainsi qu’à moderniser les ports stratégiques (Leith, Great Yarmouth, Port Talbot).

Le *Clean Industry Bonus* (prime à l’industrie propre) pouvant atteindre 544 M£ viendra en complément encourager les développeurs à investir dans des communautés défavorisées.

Jusqu’à 10 000 emplois supplémentaires pourraient être créés d’ici 2035, avec un impact économique estimé à 25 Md£.

# Environnement

L’OEP évalue l’efficacité des *Local Nature Recovery Strategies*

L’*Office for Environmental Protection* (OEP) a publié un [rapport](https://www.theoep.org.uk/index.php/report/local-nature-recovery-has-important-part-play-helping-government-deliver-its-win-win) sur les *Local Nature Recovery Strategies* (LNRS). Ces derniers sont des plans locaux obligatoires qui identifient et organisent les zones prioritaires pour protéger et restaurer la biodiversité en Angleterre. Les LNRS jouent un rôle clé dans la stratégie environnementale du pays en ce qu’ils traduisent les objectifs nationaux dans un cadre adapté aux spécificités territoriales.

Le rapport identifie les limites actuelles à l’efficacité des LNRS, et formule les 7 recommandations suivantes : (i) la publication de toutes les LNRS au plus tôt (seules 2 des 48 LNRS prévues étaient publiées à la date limite de mars 2025), (ii) une vision plus claire de la façon dont les LNRS contribuent aux objectifs nationaux, (iii) des garanties d’investissements sur le long terme, (iv) plus de clarté dans l’utilisation des investissements, (v) une mise à jour du *National Planning Policy Framework* qui inscrive clairement les LNRS dans la procédure de planification, (vi) l’établissement d’une base de données de référence commune, (vii) l’amélioration du processus de révision et d’amendement des LNRS à mesure de l’évolution des connaissances.

Le gouvernement dispose de trois mois pour répondre officiellement au rapport de l’OEP, en indiquant s’il accepte ses recommandations et quelles actions seront engagées pour inscrive plus en avant les LNRS dans la politique environnementale nationale.

# Transports

Le gouvernement annonce une « restructuration profonde » du projet HS2

La ministre des Transports Heidi Alexander a annoncé le 18 juin l’adoption de toutes les recommandations du [rapport Stewart](https://assets.publishing.service.gov.uk/media/685291bf2b367fdd44c15e2b/dft-major-transport-projects-governance-assurance-review.pdf) sur les dérives de la gestion du projet ferroviaire HS2 (*High Speed Two*), supposé connecter Londres à nord de l’Angleterre et jusqu’à l’Ecosse. Cette enquête de fond dresse un constat accablant sur le projet HS2, évoquant une « liste d’échecs » et une gestion défaillante, marquée par des surcoûts massifs, un manque de supervision ministérielle et des décisions stratégiques mal coordonnées.

La seule phase 1, reliant Londres à Birmingham, accuse désormais un dépassement de plus de 37 Md£, et risque de devenir l’une des lignes ferroviaires les plus chères au monde. Par ailleurs, 2 Md£ supplémentaires ont été perdus sur des travaux déjà engagés pour une phase 2 finalement abandonnée.

Pour redresser le cap, le gouvernement a pris une série de mesures parallèlement à la revue Stewart. Une taskforce ministérielle dédiée a été réactivée afin de rétablir un pilotage stratégique et un nouveau binôme mis à la tête du projet : Mark Wild, ancien patron du projet Crossrail (devenu la *Elizabeth Line* à Londres), devient directeur général de HS2 Ltd, tandis que Mike Brown, ex-dirigeant de *Transport for London*, en devient le président à compter de juillet.

Le projet HS2 devrait générer environ 10 Md£ et 30 000 emplois dans les West Midlands, ainsi que 10 Md£ et plus de 18 000 emplois à l’ouest de Londres.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Tiédel Sow (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), Apolline Delagrange, revue par Karine Maillard
Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr